

Impôt sur le revenu—Loi

autre preuve de la mauvaise gestion de ce gouvernement. Il serait même incapable de tenir un comptoir de limonade.

Le projet de loi contient également des modifications aux déductions applicables aux indemnités de vie dans le Nord. Une fois de plus, bien qu'il y ait certains aspects positifs à ces changements, nous avons quelques réserves. Les travailleurs des mines dans les régions septentrionales ou isolées bénéficieraient finalement de moins de déductions d'impôt en vertu des changements proposés qu'ils n'en avaient auparavant.

De même, le gouvernement essaie d'encourager la recherche et le développement en accordant des crédits d'impôt à la recherche scientifique. Ils sont mentionnés dans le projet de loi. Toutefois, ce que notre parti a dit à plusieurs reprises, c'est que le gouvernement ne traite pas la recherche en génie, en sciences naturelles et médicales de la même façon qu'en sciences sociales et culturelles.

Le gouvernement a dit aux organismes de subventions d'aller chercher de l'argent du côté du secteur privé puisqu'ils vont recevoir moins d'argent du gouvernement. Celui-ci accordera des crédits d'impôts à ceux qui verseront des dons à ces organismes de financement. Toutefois, les dons faits aux organismes de subventions dans le domaine de la médecine, du génie et des sciences naturelles ne bénéficieront pas du même traitement fiscal que ceux qui seront faits aux conseils qui octroient des subventions aux sciences humaines. Nous estimons que ce n'est pas juste. Ce n'est pas juste pour les sciences humaines. Cela montre aussi que le gouvernement se trompe dans ses priorités.

Le gouvernement espère que les inventions et les découvertes dans le domaine des sciences naturelles vont nous permettre de sortir de nos problèmes actuels.

M. Blenkarn: De créer des emplois.

M. de Jong: Comme le dit le député, cela créera des emplois. Cependant, le gouvernement s'imagine que la recherche dans le domaine des sciences humaines est moins importante.

M. Blenkarn: Ne va pas créer d'emplois.

M. de Jong: Je pense que le député croit vraiment qu'elle ne créera pas d'emplois. Permettez-moi de ne pas être d'accord. La situation du Canada dans ce siècle d'évolution sociale, économique et technologique très rapide exige que nous fassions de la recherche dans le domaine des sciences humaines. Nous devons faire de la recherche dans ce domaine si nous voulons que notre pays survive en conservant sa cohésion. Malheureusement, le gouvernement ne voit pas les choses de cette manière. Il est donc prêt à pratiquer la ségrégation des sciences humaines.

Il y a un autre aspect de cette mesure qui va contribuer à aider les riches, c'est la modification des versements aux caisses de retraite que prévoit ce projet de loi, et qui s'ajoute à d'autres modifications proposées par le ministre plus tôt cette année. Il en coûtera quelque 300 millions de dollars aux contribuables, dont les deux tiers proviendront du Trésor fédéral et le reste, des provinces. Ces avantages profiteront presque exclusivement aux 10 p. 100 des plus nantis de la société. Cela fonctionne ainsi: le gouvernement permettra que les contributions totales atteignent jusqu'à 15 000 \$ par an. Tout d'abord, très peu de personnes, à part les bien nantis, peuvent se permettre de mettre de côté une telle somme par année.

• (1630)

M. Cassidy: Des conservateurs.

M. de Jong: Supposons que la personne moyenne puisse mettre de côté seulement 7 000 \$ par année. Cette somme peut être déduite aux fins de l'impôt.

M. McDermid: Je connais beaucoup de socialistes riches également.

M. de Jong: Cette exemption d'impôt est plus importante pour une personne gagnant 50 000 \$, 60 000 \$, 80 000 \$ ou 100 000 \$, que pour une personne dont le revenu est seulement de 20 000 \$ par an. Ainsi, il s'agit de mesures fiscales qui profiteront à nouveau aux nantis, alors que le Canadien moyen paiera la note. Il subventionnera, dans une certaine mesure, des pensions qui pourraient s'élever jusqu'à 60 000 \$ par an, qui sont à moitié payées par les contribuables.

Nous en arrivons maintenant à la question de la surtaxe prévue dans ce projet de loi. On sait exactement pourquoi. Le gouvernement a répété, à je ne sais combien de reprises, qu'elle devait servir à combattre le déficit. Les conservateurs aiment à parler du déficit. Le plus curieux c'est que ce déficit semble augmenter lorsqu'ils sont au pouvoir. Aux États-Unis, le déficit s'est accru sous le président conservateur, Ronald Reagan. En Grande-Bretagne, la même chose s'est produite sous le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher. Au Canada, il en va de même sous un gouvernement conservateur. Dans ma province, la Saskatchewan, il y avait des excédents chaque année jusqu'à ce que les conservateurs prennent le pouvoir, en 1982. Le déficit s'élève maintenant à plus de 3 milliards de dollars.

Les conservateurs créent des déficits. Comment font-ils? Tout d'abord, ils parlent beaucoup de la lutte contre le déficit. Ils affirment être le parti prêt à le combattre. Ils nous disent que nous vivons au-dessus de nos moyens, qu'il faut nous serrer la ceinture. Ils sabrent donc dans les programmes sociaux. Ils adorent le faire. C'est là où on sabrera, afin de réduire le déficit. Lorsque les conservateurs prétendent que nous vivons au-dessus de nos moyens et qu'on examine les chiffres des pays de l'OCDE, on s'aperçoit que nous sommes l'un des pays industrialisés du monde qui consacrent le moins aux programmes sociaux. Nous nous classons après l'Italie, l'Irlande, la France, l'Allemagne, la Hollande, le Danemark et la Suède. Nous avons consacré aux programmes sociaux une plus grosse part de notre PNB que les États-Unis, mais nous avons moins dépensé pour les hôpitaux, les allocations familiales, les programmes de soutien du revenu, les soins de santé, les pensions et les prestations d'assurance-chômage. Par rapport à notre produit national brut, nous avons dépensé moins que presque tous les autres pays industrialisés du monde. Pourtant les conservateurs nous disent que nous vivons au-dessus de nos moyens. Tout d'abord, je ne peux pas le croire lorsque on nous compare aux autres pays occidentaux industrialisés. Comment un pays aussi riche en ressources naturelles, avec une population aussi jeune et aussi peu nombreuse, peut-il vivre au-dessus de ses moyens et dépenser aussi peu pour les programmes sociaux? Peut-être le déficit, qui est plus important sous un gouvernement conservateur, s'explique-t-il lorsqu'on considère les dépenses fiscales et les sommes réelles que le gouvernement perçoit ou non en impôt. On s'aperçoit alors qu'il y a un déficit parce que